



Depuis le 19 janvier, la mobilisation contre le projet de réforme des retraites s'amplifie. Elle démontre que le rejet de la réforme est partagé par l'immense majorité des travailleuses et travailleurs de ce pays. Le soutien populaire, l'unité syndicale, les mobilisations fortes et inscrites dans la durée sont des atouts pour gagner le retrait de cette réforme injuste, brutale et inutile. Nous devons encore monter d'un cran !

UN CHOIX POLITIQUE

Cette réforme est un choix politique : celui de réduire les dépenses publiques, et en particulier les dépenses sociales allouées aux retraites, au détriment des salariés du privé et des fonctionnaires.

Elle impacte les catégories populaires, les classes moyennes et les femmes. Elle aggrave la précarité en fin de carrière et, d'une manière générale, accentue les inégalités.

D'autres choix de financement sont possibles et face à l'obstination du gouvernement nous devons poursuivre et amplifier la mobilisation.

L'ensemble des mesures annoncées sont des mensonges et parmi elles :

- Le dispositif carrières longues est profondément dégradé.
- Aucun progrès notable pour les femmes.
- Aucune mesure concrète sur la pénibilité.
- La promesse des minimas à 1200 € brut est un leurre et elle est très en deçà de nos revendications. 2 millions de retraités qui n'ont pas une carrière complète en seront exclus.

La focale mise par le gouvernement sur la fin des « régimes spéciaux » au titre de l'« équité » ne fait en réalité que concourir à un nivellement par le bas.

Dans les faits, nous sommes confrontés à une palette de mesures d'austérités et de régressions sociales qui frappent aveuglément les salariés et les fonctionnaires : carrières bloquées, point d'indice bloqué, pénibilité aggravée, inégalité des salaires Femmes-Hommes, espérance de vie en bonne santé à la retraite diminuée... et le gouvernement nous parle d'équité !

Une réforme qui aggrave les inégalités pour les femmes

Le report de l'âge de départ en retraite et l'allongement de la durée de cotisations rajoutent une nouvelle pierre à l'édifice de réformes contre les femmes !

Elles sont plus nombreuses à être sans emploi lors de leur départ en retraite, ce qui dégrade le montant de leurs pensions.

En moyenne, une femme perçoit une pension de droit direct de 40 % inférieure à celle d'un homme, différence due aux écarts de salaires persistants entre femmes et hommes.

Les femmes subissent des carrières incomplètes du fait de la maternité ou parce qu'elles sont bien souvent les aidantes familiales (enfants, handicap, ascendants en perte d'autonomie).

Face aux mensonges du gouvernement et son entêtement à maintenir son projet coûte que coûte, l'intersyndicale appelle les personnels de la DGFIP à se mobiliser dès le 7 mars et à mettre la DGFIP à l'arrêt en étant en grève et en manifestation.

fichiers:



[Télécharger tractinter7mars.pdf](#) (392.15 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttés 2023](#)

[Tracts 2023](#)

- [A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
